

# i s s a

Informations

Syndicales

Antifascistes

N° 40

mars-avril 2004

1 €

F A C E A L A C A M P A G N E D U F . N .

## REACTIONS ASSOCIATIVES ET SYNDICALES

### « Les associations de chômeurs se mobilisent face à la menace FN »

Dans un article de *Libération* du 04/02/2004, plusieurs responsables d'associations de chômeurs et d'insertion disent leur inquiétude à propos de « la percée du discours d'"insécurité sociale" » du FN dans les populations fragilisées. « *Le FN occupe le vide laissé sur la question sociale par la droite et la gauche* » y constate Jean-François Yon, du Mouvement National des Chômeurs et Précaires (MNCP). « *Nous payons les résultats de batailles que la gauche n'a pas voulu livrer* » insiste Malika Zhediri, de l'Association Pour l'Emploi, l'Information et la Solidarité des chômeurs et travailleurs précaires (APEIS). Pour François Desanti, de la CGT Chômeurs, le gouvernement agit en « *pompier pyromane* ». « *Avec son discours sur la réhabilitation du travail, le gouvernement stigmatise. Aider les plus fragiles, ce n'est pas de l'assistanat* » précise Martin Hirsch d'Emmaüs.

Jean-Paul Peneau, de la Fédération Nationale des associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (Fnars), de son côté, a « *placardé dans les foyers d'urgence des affiches pour inciter les gens à s'inscrire sur les listes électorales* ». « *Le Pen a déjà dépassé les 25% des voix chez les chômeurs à la présidentielle de 2002, comme à celle de 1995* » rappelle l'auteur de l'article. Gageons que la mobilisation des associations permettra de faire reculer la banalisation d'un parti qui ne cherche à séduire l'électorat populaire que pour mieux le tromper.

**ATTENTION !**  
NOTRE PROCHAINE RENCONTRE  
NATIONALE I.S.A. AURA LIEU  
**LE 05 JUIN 2004 à Paris**

(et non pas le 3 avril comme nous vous l'avions annoncé dans le numéro précédent)

### Réactions syndicales

A l'approche des élections régionales des 21 et 28 mars prochains, la plupart des centrales syndicales s'expriment.

La CGT concentre ses attaques sur le Front national. Une déclaration du 25 février rappelle les enjeux du scrutin et souligne : « *La CGT sait bien que le Front national compte, une nouvelle fois, à l'occasion des élections régionales, utiliser la situation sociale difficile et la détresse de nombreux citoyens et salariés pour asseoir son influence et sa présence*

*dans les institutions. Il est de notre responsabilité syndicale de combattre une force politique qui cultive la peur, le racisme, la xénophobie, et qui cherche à manipuler les désarrois sociaux. »*

Outre la « campagne d'explications » sur le programme de Fn (voir page suivante), la CGT appelle les salariés à participer massivement au scrutin et à barrer la route au Front national, « *en accompagnant cet acte citoyen par des actions revendicatives puissantes et déterminées pour le progrès social* ».

L'Union syndicale Solidaires (G10) a élaboré un document de décryptage du programme du Front national « *pour mieux le combattre* » (voir article suivant).

Pour Jean-Marie Toulisse, secrétaire national de la CFDT, il faut « *que ce scrutin ne soit pas transformé en un enjeu national* » ([www.cfdt.fr](http://www.cfdt.fr)) ; « *il est de notre devoir d'alerter les adhérents de la CFDT sur l'impasse que représentent les votes protestataires extrêmes. (...) On pourrait voir au deuxième tour des listes FN ou d'extrême gauche se maintenir. Face à ce danger, il faut lancer un appel solennel pour que les électeurs ne s'abstiennent pas.* » Un article de *Libération* du 26.02.2004 intitulé « *Front syndical contre les "sirènes protestataires"* » traduit ainsi la prise de position de la CFDT : « *Aux régionales, la CFDT appelle à voter...au milieu* ». Dans cet article, un proche de François Chérèque précise : « *nous ne mettons pas l'extrême gauche et l'extrême droite sur le même plan, mais nous nous positionnons sur les enjeux. Et le populisme, quel qu'il soit, est un danger pour la démocratie* ». Le Fn, simple parti « populiste » ? ; pour nous, ISA, le combat contre le parti fasciste ne saurait se diluer dans une dénonciation des « extrêmes »...

Jean-Claude Mailly, pour FO, déclare dans l'article de *Libération* que sa centrale ne donnera « *pas de consignes de vote. (...) Par définition, le syndicalisme est hostile aux opinions racistes, xénophobes et antisémites. Et puis, la République, cela ne se défend pas qu'entre les deux tours d'une élection* ».

A l'heure où nous imprimons, la FSU ne s'est pas exprimée, pas trace non plus du danger de l'extrême droite dans les textes issus de son récent congrès...

La CFTC, confrontée à une situation particulière, réagit également : en Lorraine, le tête de liste Fn, Thierry Gourlot, proche de Bernard Anthony (chef de file des catholiques traditionalistes), était aussi secrétaire adjoint du syndicat CFTC des cheminots de Metz. Une situation déjà dénoncée lors de la précédente campagne pour les régionales en 1999 par *L'Humanité* ([www.humanite.presse.fr](http://www.humanite.presse.fr))... Mais cette fois, la CFTC a « *exigé la démission de ce militant* », qui a publiquement soutenu un autre conseiller régional frontiste, Jean-Yves Doussard, condamné pour provocation à la haine raciale après s'être illustré dans une « *fête, tournant à la beuverie ponctuée de saluts hitlériens et de slogans antisémites* » (*L'Humanité*, 02.03.2004).

## Des documents syndicaux contre le Front National

Saluons la diffusion par la CGT et le G10 Solidaires, auprès de leurs militants, de documents sur le programme du Front National. Pour la CGT, « *il est légitime que les syndicalistes combattent ces idées avec la plus grande détermination* ». Pour le G10, « *plus que jamais, nous devons poursuivre notre travail d'explication afin que l'extrême droite ne puisse plus apparaître comme un recours possible pour une partie du monde du travail...* »

Sous le titre « **La vérité sur la démarche et le programme du front national** », la publication de la CGT (Centre Confédéral d'Etudes Economiques et Sociales, n°78), s'applique à démontrer « *la stratégie de manipulation* » du FN et à dénoncer « *une présentation délibérément fautive de la société* » et les « *idées fausses sur l'immigration* ». Ce discours « *démagogique rend difficile, surtout pour le citoyen peu familier avec les mécanismes profonds du fonctionnement de l'économie et de la société, de se rendre compte des contradictions entre le discours lepéniste et son projet de société totalement inégalitaire et dans lequel tout doit être mis au service des intérêts du capital* ». Pour la CGT, ce « *nouveau* » discours « *représume les thèmes anciens mais camouflés dans les expressions nouvelles* ». Démagogie, donc, camouflage et contradictions. « *Le programme économique et social* » du FN « *ne vise pas à la cohérence* » mais il affiche des choix politiques clairement d'extrême droite : « *repli national* », « *déstabilisation des droits sociaux* », « *discours ségrégationniste* »...

Le document de la CGT apporte des arguments contre les « idées fausses » en matière d'immigration notamment, en s'appuyant sur des études de l'INED et de l'ONU.

Le document du G10 Solidaires s'intitule :

« **Mieux connaître le programme du front National... pour mieux le combattre** ». La note de présentation précise que « *l'accélération actuelle des politiques libérales et sécuritaires trop souvent menées depuis 25 ans dans notre pays - avec le développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion qu'elles génèrent- ne fait qu'accroître une désespérance sociale sur laquelle le front national entend bien prospérer.* » Comme la CGT, le G10 dénonce « *la façade supposée plus respectable et plus crédible* » du FN. « *Cette stratégie, alors même que le contenu du programme du FN est ultra-libéral et antisocial, ne peut que rappeler plus fortement au mouvement syndical (si besoin était) la responsabilité qui lui incombe de tout mettre en œuvre pour dénoncer cette imposture.* »

Le document présente le programme du FN dans l'ordre des 300 propositions (congrès de novembre 2003), avec pour chaque point, le constat, les perspectives et les propositions du FN. Cette « *lecture permet non seulement de mettre en lumière les fondements fascistes/populistes qui guident les analyses du Front National, elle démontre aussi combien, dans tous les domaines, ses propositions sont aberrantes et antisociales* ».

La 4<sup>e</sup> partie du programme, par exemple, rubrique « *Prospérité* », « *témoigne de la réalité à la fois (ultra) libérale et (néo) protectionniste d'un programme économique aussi contradictoire qu'irréaliste et destructeur pour le salariat* ». « *L'économie serait victime d'«une spoliation par l'étatisme* » : il faut donc baisser les dépenses publiques, supprimer l'impôt sur le revenu etc..

Pour le FN, les causes du chômage sont « *une immigration massive et incontrôlée, le libre-échange, le fiscalisme et la bureaucratie...* » « **Une politique de l'emploi pour les Français ne peut être comprise et lancée isolément des autres politiques relatives à la famille, à l'immigration, à l'enseignement, à l'Europe, à la fiscalité** ». Traduisons, protection du marché national, préférence nationale, démantèlement de « l'étatisme », une grande politique nataliste

de la famille (abrogation des lois sur l'IVG, revenu maternel...).

C'est presque sans commentaire, que ce document de synthèse du programme du FN, éclaire et convainc.

### L'insécurité sociale version FN

Un homme vêtu d'un simple carton estampillé « made in China », et un slogan « *Contre l'insécurité sociale... Front National* » : voilà comment se présente un tract du FN pour les élections régionales en Ile de France. Au verso, « *Pour stopper le déclin, Marine Le Pen* ».

A l'intérieur, le résumé de l'« analyse » du FN : « *A l'insécurité physique s'est ajoutée une INSECURITE SOCIALE faite de chômage, de délocalisations, de désindustrialisation, d'abaissement de la protection sociale, de précarité et de misère sociale* ». On se frotte les yeux... oui, c'est bien un tract FN, la suite est éloquente : « *Cette situation dramatique est aggravée par une immigration légale et clandestine qui chaque jour asphyxie économiquement un peu plus notre région, tandis que les plus radicaux veulent remettre en cause notre histoire, notre culture, nos traditions* ». Nous y voilà !

Pour le FN, l'insécurité sociale, c'est d'abord l'immigration !...

Lors d'une émission sur Radio Courtoisie du 14 janvier dernier, relatée par *Français d'abord !* quotidien du FN le 16/01, Marine Le Pen est encore plus explicite : « *Fustigeant le mensonge du gouvernement* » sur l'immigration clandestine, elle a « *souligné (que) la présence de ces immigrés non comptabilisés a bien évidemment une incidence sur l'équilibre de la sécurité sociale, les places dans les écoles, dans les crèches, les hôpitaux, les logements sociaux, les prisons (sic)...* », « oubliant » de mentionner au passage que les personnes en situation irrégulière n'ont pas accès à la protection sociale. « *Au-delà même de l'immigration clandestine,* » poursuit le quotidien, « *la vice-présidente du FN a d'ailleurs précisé que selon l'Ined, 95% des 200 000 immigrés qui entrent légalement en France chaque année n'ont pas de contrat de travail, les Français comprennent alors pourquoi ils s'appauvrissent chaque jour davantage !* » Discours manipulateur, car en fait, l'INED vient de publier un numéro de *Population & sociétés* n°397 (janvier 2004), intitulé **Cinq idées reçues sur l'immigration** par François Héran.

L'INED sur son site ([www.ined.fr](http://www.ined.fr)) présente ainsi cette publication :

« *L'article démonte cinq idées reçues sur l'immigration :*

- ❖ *la France serait un "pays d'immigration massive",*
- ❖ *le taux de fécondité de la France serait largement dû aux familles immigrées,*
- ❖ *indénombrable, l'immigration irrégulière serait "innombrable",*
- ❖ *la statistique publique serait impuissante à comptabiliser correctement les immigrés,*
- ❖ *accueillir l'immigration, ce serait accueillir la "misère du monde".*

*Non, l'immigration n'est pas massive, elle n'est pas majoritairement clandestine, elle n'est ni prolifique ni misérable, et pas davantage insaisissable. Elle reste encore largement à découvrir* » (Voir aussi l'article de *Libération* du 21/01/04). Mais les lecteurs de *Français d'abord* ! n'ont pas besoin de tout savoir !

### **La politique de Raffarin vue par le FN**

« *L'insécurité sociale frappe tous azimuts* »... *National Hebdo* n°1018 (22-28/01/2004) se fait l'écho d'une lettre adressée au Premier ministre, au ministre des Affaires Sociales et au ministre délégué au budget (le 28 novembre 2003) par un certain Gérard Maudrux, président de la Caisse Autonome de Retraite des Médecins de France (CARMF). G. Maudrux y déplore la mise en œuvre de la réforme des retraites pour les veuves et conjoints collaborateurs de médecins. Un angle d'approche curieux pour dénoncer, selon NH, « *une série de mauvais coups (...) portés à la cohésion sociale des Français (...)* ». « *De nombreuses catégories sociales sont touchées, dont les classes moyennes* » affirme l'article, qui ne sert visiblement qu'à toucher les classes moyennes en question, et aussi d'apporter son soutien au fort controversé président de la CARMF, représentant d'une « *mouvance (...) populiste dans son argumentaire* » selon les termes mesurés utilisés par une représentante de MG – France (*Kiné Actualité*, 12/05/2001).

Le Front national tente aussi de s'adresser aux chômeurs. Dans deux articles, Alexandre Martin, préposé à la rubrique « social » de *National Hebdo* (n°1016 du 08-14/01/2004 et n°1020 du

05-11/02/2004), commente à sa façon les « *mesures anti-chômage* » du gouvernement Raffarin. Les « *mesures restreignant les conditions d'indemnisation du chômage* » sont présentées comme de simples manipulations statistiques « *tout en faisant basculer le coût des nouveaux assistés (sic!) sur les impôts locaux* ». Manipulation là encore, car l'auteur fait croire que tous les chômeurs qui ne seront plus indemnisés par l'UNEDIC vont pouvoir « *bénéficier* » de l'ASS (par ailleurs non décentralisée) ou du RMI, ce qui est faux.

Mais peu importe car il s'agit surtout de distiller toujours le même venin... A l'encontre des « *assistés* » qui coûteraient plus cher que les chômeurs indemnisés, car ils seraient davantage pris en charge (CMU, allocation logement) et ne paieraient plus d'impôts (et la TVA ?). Des raccourcis sans fondements, histoire de culpabiliser « *certain sans emploi rétifs à retourner au travail* » (re-sic !)

De toute façon, tout cela ne résoudra pas le problème de fond du chômage : « *pour tous, les "petits boulots" d'autrefois (?) sont devenus inaccessibles ; ils sont monopolisés le plus souvent par l'immigration plus ou moins clandestine* ». De plus, « *la grande débrouille existe. Il s'agit du double recours au travail au noir et au recrutement d'immigrés, clandestins ou réguliers* ». La France doit faire face au « *ruissellement permanent des immigrés recherchant des moyens d'existence* ». Conclusion : « *Dans une France "portes ouvertes", il ne saurait y avoir de solutions stables au chômage. (...) La protection nationale est la seule solution possible* ». CQFD.

### **Service public : le grand écart**

L'association « *Génération Le Pen* » organisait le 31 janvier dernier un colloque sur le thème : « *Quel avenir pour les services publics ?* ». Une « *rencontre de haut vol* » selon *National Hebdo* (n°1020 du 05-11/02/2004), qui selon le compte-rendu a dû effectivement être assez acrobatique. Car il s'agissait de ménager « *les agents qui remplissent pleinement leur mission de service* » tout en fustigeant les « *pesanteurs (...) notamment syndicales* ». Dans l'article de NH, profil bas et silence donc sur la déclaration de Samuel Maréchal dénonçant une « *France sur administrée* » et le « *chantage à la paralysie du pays exercé par quelques irresponsables* »

(Libération du 04/02/2004). Pas un mot non plus du communiqué de presse de Marine Le Pen (candidate en Ile de France mais aussi présidente de Générations Le Pen) et Martial Bildu du 21/01/2004, dans lequel on pouvait lire : « Pour que l'on cesse de pourrir la vie de millions d'usagers ou d'automobilistes, il convient d'imposer le service minimum dans les transports en commun », proposition d'ailleurs reprise dans le tract du FN pour les régionales. Dans le même temps, Jean-Marie Le Pen, en campagne dans le Nord, réclamait une « limitation du droit de grève » et « un service public minimum garanti ». Mais qu'on soit rassuré : « Le Front national n'est en aucun cas hostile au service public » (NH), seulement au droit de grève ...!

On le voit bien, le thème de l'insécurité sociale n'est pas loin s'en faut pour le Front National, un vecteur de dénonciation de l'injustice sociale ou de lutte pour des revendications. Il est instrumentalisé pour attiser les peurs et la haine.

Et si le FN en Ile de France propose d'« interdire contractuellement les suppressions d'emplois dans les entreprises soutenues par la Région, sous peine de remboursement immédiat des aides accordées à celles-ci », cela relève plus de la démagogie, car une « interdiction contractuelle » n'est finalement qu'un engagement négocié et pas une contrainte légale.

### **Le FN « drague » le secteur maritime !**

« La CGT remercie le Front National ». C'est sous ce titre sulfureux que National hebdo (NH n°1013 du 18-23/12/03) a commenté une expression publique faite par la Fédération CGT ports et docks se réjouissant du rejet par le parlement européen d'un projet de directive tendant à libéraliser les services portuaires. Celle ci, à l'issue du vote, a selon NH, tenu « à remercier les euro-députés qui ont voté contre ce texte, en particulier les élus de gauche mais aussi les femmes et les hommes de bonne volonté qui n'ont pas voulu se rendre complices de cette agression contre le salariat ». Et NH de commenter qu'il « n'est pas banal de voir les députés FN qualifiés par la CGT d'hommes et de femmes de bonne volonté, et de les voir remerciés par ce syndicat ». Rappelant que « les députés du FN ont voté contre le projet de directive, contribuant ainsi de façon non négligeable au rejet du texte, obtenu à une faible majorité », tout en

indiquant « que la CGT se garde bien de le préciser. » Il est néanmoins de ces expressions publiques qui frisent parfois l'inconscience, voire pire.

Pour situer les faits, le jeudi 20 novembre 2003, en effet, par 229 voix contre, 209 pour et 16 absentions, le Parlement européen a définitivement enterré une directive qui avait comme principal objectif de permettre « l'auto-assistance à terre ». C'est à dire de permettre aux équipages des navires (pressurés et très peu payés, aux tarifs de la complaisance) de charger ou décharger eux-mêmes leur cargaison, à partir du matériel embarqué, sans utiliser de dockers.

La mobilisation unie de tous les syndicats européens, de la Fédération Européenne des Transports (ETF, région Europe d'ITF) à la Fédération Internationale des Organisations Syndicales du Personnel des Transports (FIOST affiliée à la CMT), a été très forte contre cette directive. Des manifestations très déterminées ont eu lieu à plusieurs reprises pour refuser le dumping social. Et une pétition de plus de 16 000 signatures, appelant à son rejet, a été remise au Parlement au moment de l'ouverture des débats. A l'issue de ce rejet (rarissime) par le Parlement, le représentant des armateurs, dépité, déclarait « on a raté une occasion d'améliorer la compétitivité de nos ports » situant par-là l'enjeu et l'ampleur de la victoire syndicale.

Le vote, intervenu dans ce contexte, a été acquis pour l'essentiel par les voix des députés socialistes (quelques défections), gauche unie et verts/Ale auxquelles se sont jointes un peu plus d'une trentaine de voix issues des droites européennes. Parmi ces dernières, on retrouve celles du FN, en notant qu'elles n'en ont pas déterminé le résultat. Carl Lang a d'ailleurs justifié ce vote par la défense des droits des personnels portuaires français « face à la volonté quasi obsessionnelle de Bruxelles d'ouvrir les marchés à la concurrence et face à la logique de destruction systématique des emplois nationaux au profit d'une main d'œuvre étrangère bon marché », se référant au fond de commerce traditionnel nauséabond du FN. Mais le plus étonnant n'est pas là, mais dans la suite...

NH, relevant le fait que « certains pourraient s'étonner de voir ainsi le Front national soutenir de facto le monopole communiste dans les

ports », poursuit en soulignant que « ce monopole (comme celui du livre CGT dans la presse) est l'expression d'une organisation du travail de type corporatif qui a fait la preuve de son efficacité. Il est regrettable, et souvent insupportable, que cette organisation soit sous la coupe d'un syndicat communiste, mais il serait irresponsable de jeter le bébé avec l'eau du bain ». Cela ne peut pas se comprendre autrement qu'un appel du pied envers le milieu syndiqué des dockers. Traduit-elle une volonté de s'y implanter ou est-elle déjà un soutien à une implantation concrétisée dans la profession voire par une infiltration dans le syndicat. Il est impossible de conclure, mais notre veille doit être accrue, d'autant que la multiplicité des interventions autour du maritime est très inquiétante.

Et en effet, dans un autre article concernant le vote intervenu au Sénat, le 11 décembre dernier, d'un registre international français (Rif) qui va encore au-delà du pavillon bis qu'est déjà celui des Kerguelen, NH souligne que « les syndicats unanimes, dénoncent le Rif comme un pavillon de complaisance conduisant à la création d'une **situation de non-droit** où les conventions collectives ne seront plus appliquées, entraînant le recours à des **sociétés de marchands d'hommes** chargées de recruter des marins du tiers monde à la place du personnel français. » Nous y revoilà encore, en notant que seuls les termes en gras de la citation sont des extraits prêtés par NH aux syndicats. Par delà la référence étonnante aux conventions collectives, le reste a les relents habituels qui n'ont rien d'étranges... dans NH.

Mais, une fois n'est pas coutume, NH poursuit en faisant fait écho à la grève appelé ce 11 décembre par les syndicats d'officiers et de marins la qualifiant de « *massivement suivie* ». Le Pen soit même se fend d'un communiqué dénonçant le « *super pavillon de complaisance antinationale* », et ajoutant que « *l'appel à une main d'œuvre étrangère dépourvue des compétences des marins français constituera en outre une grave menace pour nos côtes, qui ne sont déjà que trop victimes de l'anarchie mondialiste du commerce maritime* ».

Rappelant que le vote du Rif et la grève des marins suivent une journée de mobilisation des pêcheurs contre les « *nouvelles mena-*

*ces européennes* », Le Pen constate que « pendant que la Commission européenne poursuit avec constance la destruction de la pêche, le gouvernement français s'applique à détruire de lui-même la marine marchande. » Les dockers, la marine marchande, la pêche, la population maritime menacée par les pollutions, après le chantier du Queen Elizabeth : le FN est manifestement à l'offensive sur son terrain de prédilection, celui de la menace étrangère organisée contre les salariés français.

Pour **isa**, agir contre le dumping social est légitime et lutter pour l'emploi, aux conditions des conventions collectives en vigueur, quelle que soit l'origine des salariés, est essentiel. Les reculs sociaux sont hélas toujours exploitables par les démagogues, surfant sur la xénophobie, mais ceux-ci n'ont jamais eu comme préoccupation la défense des droits sociaux en France, bien au contraire. Face à la drague du milieu maritime, la vigilance est indispensable.

## Racolage en terres électorales

Le 25 janvier 2004 au soir, trois commerçants de Cherbourg et un de leurs amis embarquent quatre marginaux et un passant, et les relâchent à 20 kilomètres du centre-ville. Sous le titre « *...relever la tête et faire face ?* », NH comprend « *ces commerçants qui, non contents d'être surtaxés, d'être déloyalement concurrencés, d'être abandonnés par les pouvoirs publics qui vivent gracieusement grâce aux impôts que nous payons, voient leurs clients renoncer à venir, par peur tout simplement* ». Il souligne que seul le FN, par l'intermédiaire de sa tête de liste en Basse-Normandie, Fernand Le Rachinel, a apporté son soutien à ces Cherbourgeois, condamnés le 29 janvier en comparution immédiate à un an de prison avec sursis, de 1500 à 3000 € d'amendes, et 1500 € de dommages et intérêts.

S'il est exact que ces méthodes ont été condamnées (au moins officiellement) par l'ensemble du champ politique (hormis le FN), il n'est peut-être pas inutile de rappeler que ce fait-divers est survenu dans un contexte de criminalisation des SDF (la notion de « mendicité agressive » introduite par les nouvelles lois sécuritaires), d'arrêtés an-

ti-mendicité pris par les municipalités et de leur application par les polices nationale ou municipales (voire des sociétés privées en contrat).

### Engagement syndical contre la politique sociale du FN

Le dernier numéro de **Ras L'Front (n°98)** consacre une page à la politique sociale du Front National et à des réactions syndicales. On y trouve notamment l'annonce de la création par des syndicalistes, d'un collectif Ras L'Front à Angers. Ce collectif est « issu des manifestations de l'entre deux tours des présidentielles 2002 ». « A nous, dans nos syndicats, de peser pour qu'enfin des mesures à la hauteur soient prises dans la formation antifasciste au sein des syndicats (quasi-inexistante pour nombre de militants), pour une meilleure implication dans l'action antifasciste et les initiatives unitaires », conclut l'auteur de l'article.

Un deuxième article est consacré à une interview de Martine Durand, secrétaire de l'UD CGT des Bouches du Rhône : elle dénonce le cynisme du FN qui « a beau jeu de surfer sur le contexte social » alors même que « son programme est anti-social. Mais peu de gens le savent... Prôner, entre autres, la retraite à 70 ans, la semaine de 42 heures, la restriction des droits syndicaux et du droit de grève, la casse des services publics comme le fait le FN sont aux antipodes des propositions de progrès sociaux et qui, si elles étaient mises en application accélèreraient l'insécurité sociale. La CGT, à partir de ses valeurs et de ses orientations dans les entreprises, entend donc... dénoncer les dangers d'une telle situation... Il s'agira aussi de porter des exigences revendicatives fortes... s'inscrivant dans le progrès social, percutant le climat d'insécurité sociale ».

### Plantin, suite... et fin ?

Dans l'édition NH du 15 janvier 2004 figure un article intitulé « *Délit d'opinion et chasse aux dissidents dans la patrie de Voltaire* ». Il s'agit de Jean Plantin dont « *les travaux s'inscrivent dans la mouvance de la libre re-*

*cherche historique* », en réalité une maîtrise consacrée en 1990 à Paul Rassinier, auteur de l'ouvrage révisionniste *Le mensonge d'Ulysse* et un DEA ayant pour sujet en 1991 « *Les épidémies de typhus exanthématique dans les camps de concentration nazis, 1933-1945* » (d'après la thèse formulée par le sinistre Darquier de Pellepoix, ancien « *commissaire aux Questions Juives* » sous Pétain qui prétendait qu'à Auschwitz, les nazis n'ont « *gazé que des poux, afin de préserver la santé des déportés* »). Ces « *travaux* », annulés en 2000 et 2001, ont été revalidés en juin 2003, via décision de justice. En fait, l'objet du courroux de NH est la « *loi liberticide Gayssot* » qui réprime les déclarations et écrits négationnistes. C'est en s'appuyant sur elle que les « *zélés petits flics de la pensée* » (c'est-à-dire les Licra, Bn'ai brith et SOS racisme en novlangue frontiste) ont pu obtenir la condamnation de Jean Plantin à 6 mois de prison ferme.

Alors que M. Plantin court toujours (de par la suspension de sa peine durant l'examen de son pourvoi en cassation), Marc Jampy n'a pas eu droit à tant d'égards. Mis en cause

**TOUJOURS DISPONIBLE**

Le livre d'ISA

« **LE FN AU TRAVAIL** »

8 € port payé chèque à l'ordre d'Isa

dans une affaire de simple diffamation – président d'Hippocampe, une association étudiante qui lutte contre le négationnisme, il avait, le 10 février 2003, accusé le président de l'université Lyon-III de liens avec l'extrême droite –, il est interpellé à son domicile le 20 janvier 2004 et placé en garde à vue, avant d'être finalement relâché le soir même pour être entendu librement par un juge parisien. Le responsable de la Ligue des droits de l'homme remarque qu'aucun négationniste lyonnais n'a jamais porté les menottes.

### **MEDEF : Cachons ce FN que nous ne saurions voir...**

Telle pourrait bien être la devise du Baron Sellières, président du MEDEF, qui a interdit à M. Didier Duran, président du MEDEF d'Ile de France, de rencontrer Marine Le Pen, la candidate frontiste dans cette région.

Cet épisode est rapporté par « Le Monde » du 18/02/04 qui nous informe que le responsable régional du FN avait, dans un courrier du 19/01/04, « indiqué à Mme Le Pen (...) qu'il souhaitait la rencontrer pour lui faire part de ses « principales propositions ». Le MEDEF national a donc mis un veto à cette rencontre en expliquant que « Le MEDEF établit des relations avec les seuls partis susceptibles de faire partie d'une majorité de gestion » et que « nous ne sommes pas en dialogue avec les extrêmes ». Ces proclamations cachent mal de douteuses accointances : Ainsi, Marine Le Pen a fait remarquer perfidement que le journal patronal d'Ile de France « Magazine de l'entreprise » avait ouvert ses colonnes aux propositions du FN dans son numéro de Janvier à côté de celles de MM. Copé, Santini et Huchon. Quant au délégué général du MEDEF d'île de France, Jérôme Dubus, il a précisé que la décision du conseil exécutif du MEDEF « n'annule pas forcément le débat prévu entre les deux tours » et que cette confrontation est en « stand by ».

La moralité, si on peut dire, de cette histoire, est que :

a) Le Baron Sellières ne veut pas de ce type de rencontre dont la publicité serait difficile à gérer...

b) que son organisation en Ile de France n'est pas loin de penser que le FN pourrait faire partie d'une « majorité de gestion » avec qui on peut prendre langue...

Ces affinités entre une fraction du grand patronat et les fascistes n'est pas nouvelle, et **isa** les a déjà dénoncées à de multiples reprises ; l'élément nouveau est qu'une organisation régionale importante du MEDEF l'assume publiquement. Une des tâches des syndicalistes est de le faire savoir largement, de le dénoncer sans relâche afin que la vigilance nécessaire en sorte renforcée.

### **Abonnement**

Nom Prénom et/ou syndicat

Adresse

Code Postal Ville

🍏 10 numéros : 7,60 €

🍏 Abonnement de soutien : 15 € ou plus

Chèque à l'ordre d'ISA

### **Contact**

ISA chez VISA

80, 82 rue de Montreuil, 75011 Paris

Fax : 01 48 36 66 33

email : [visacom@club-internet.fr](mailto:visacom@club-internet.fr)

Dir. De publication : F. Pécoup

Administration : I. Nicolas, JJ. Petiteau,

Rédaction : H. Alexandre (SPASMET),

C. Aumeran (SNUI),

C. Birnbaum (SNESUP-FSU),

F Mahé RIF Paris 19°,

JP. Ravaux (SNPES-PJJ-FSU),

D. Turbet-Delof (SNUI),

JL. Wichegrod (CGT Finances)

CCPA n°0608 G 83860

Edité par VISA / Imprimé par nos soins

VISA : 80/82 rue de Montreuil

75011 Paris